Les clochers à terre

Le patrimoine religieux alsacien au sortir de la Grande Guerre

The destruction of bell towers. The religious heritage and World War I

*Die zerstörten Kirchtürme. Das elsässische religiöse Kulturerbe am Ende des
Großen Krieges*

Florian Hensel

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/alsace/3500>

DOI : 10.4000/alsace.3500

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2018

Pagination : 253-272

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Florian Hensel, « Les clochers à terre », *Revue d'Alsace* [En ligne], 144 | 2018, mis en ligne le 01 septembre 2019, consulté le 15 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/3500> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.3500>

Les clochers à terre

Le patrimoine religieux alsacien au sortir de la Grande Guerre

Florian Hensel

253

Entre 1914 et 1918, les dommages subis par les édifices religieux alsaciens laissent transparaître les souffrances infligées, tant par les armées françaises qu'allemandes, pour reconquérir ou défendre les « Provinces perdues ». Dans ce secteur, l'Armistice du 11 novembre 1918 et les festivités qui l'accompagnent ne signifient pas un retour à la normale, mais avant tout le point de départ d'un vaste chantier. Relever les municipalités et les terres dévastées de leurs ruines s'avère rapidement être une tâche complexe. Ce casse-tête, notamment législatif et juridique, n'est simplifié que progressivement, au fur et à mesure de l'adaptation à la situation exceptionnelle que représente la sortie de la Grande Guerre.

D'un point de vue historiographique, si les recherches entourant la première reconstruction connaissent un nouvel élan, force est de constater que l'Alsace y est souvent marginalisée, si ce n'est complètement occultée. Déjà dans les publications de l'entre-deux-guerres, les départements alsaciens ne sont que rarement intégrés aux statistiques globales. Edmond Michel¹ fait figure d'exception lorsqu'il consacre un bref chapitre² de sa vaste synthèse à la question du relèvement des départements recouvrés. Au niveau local, il est possible de signaler quelques ouvrages ou chapitres dédiés à la reconstruction. L'architecte Edmond Picard propose pour sa part une analyse globale de la question en Alsace³ en s'appuyant sur quelques études de cas. Au-delà de cet exemple isolé, les présentations

1. Edmond MICHEL, *Les dommages de guerre de la France et leur réparation*, Paris, Berger-Levrault, 1932.

2. Il s'agit dans les faits d'un chapitre de six pages dans sa synthèse qui en fait 656 au total.

3. Edmond PICARD, *La reconstruction en Alsace*, Strasbourg, Éditions de l'Alsace à l'œuvre, 1937, 87 p.

générales restent rares⁴. Elles le sont plus encore en ce qui concerne la remise sur pied du patrimoine religieux. L'un des seuls auteurs à aborder cette question de front est l'abbé Vital Bourgeois⁵. Spécialiste de l'art religieux, il propose une brève étude concernant la reconstruction des églises dans un ouvrage collectif⁶ ; il est également l'auteur d'un livre majeur consacré à l'histoire de l'art sacré en Alsace au cours des premières décennies du XX^e siècle⁷.

La question du relèvement des clochers alsaciens peut, par certains aspects, symboliser un état de fait complexe, duquel les autorités politiques et religieuses souhaitent sortir au plus vite. Si les édifices religieux représentent un aspect particulier de la reconstruction, il est important de garder à l'esprit qu'ils s'inscrivent dans des ensembles de dommages bien plus vastes. En effet, il est rare qu'un bâtiment soit touché par la guerre de manière isolée. Dans les faits, ce sont généralement des secteurs plus étendus qui sont sinistrés à l'échelle de quartiers voire de communes. Dans la vallée de Munster se trouvent par exemple des communes comme Metzeral, qui sont ruinées à près de 90%⁸ au sortir de la Grande Guerre.

4. Il y est également fait mention chez Georges Delahache qui évoque la situation matérielle du département du Haut-Rhin en 1918 à la marge de son ouvrage *Les débuts de l'administration française en Alsace et en Lorraine* (Paris, Hachette, 1921, 334 p.) ou encore dans l'étude collective du Comité alsacien d'études et d'information (CAEI) qui consacre à la question de la reconstruction quelques chapitres isolés de sa somme intitulée *L'Alsace depuis son retour à la France* (Strasbourg, 3 vol., 1932-1937, 671, 590 et 320 p.). À cela il faut également ajouter quelques études de droit analysant les différentes législations.

5. Vital Bourgeois (1903-1959), prêtre. Ordonné à Strasbourg en 1929, il prend ses premières fonctions à la paroisse d'Orbey (1929-1930). Par la suite, il dessert des paroisses à Mulhouse, Wittenheim, puis Kingersheim ; après quoi il occupe différentes fonctions à Strasbourg après 1945. Au-delà de son œuvre sacerdotale, Vital Bourgeois est surtout reconnu pour son action en faveur du patrimoine religieux. En tant que membre et secrétaire de la commission diocésaine des monuments et objets d'art sacré, il participe à la préservation, mais aussi au renouveau de l'art sacré en Alsace, notamment au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (Sources : Archives diocésaines de Strasbourg (ADS) et *Nouveau dictionnaire de biographie alsacienne* (NDBA)).

6. Vital BOURGEOIS, « L'œuvre de reconstruction des églises catholiques », in CAEI, *L'Alsace depuis son retour à la France*, op. cit., Supplément, p. 159-165.

7. Vital BOURGEOIS, *L'art chrétien moderne en Alsace*, Strasbourg, Le Roux & Cie, 1933, 108 p.

8. Camille ROESS, *La première reconstruction dans le parc naturel régional des Ballons des Vosges*, Mémoire de Master 1 sous la direction d'Anne-Marie Châtelet, ENSAS, 2013, 167 p.

Au sein de ces secteurs dévastés, différentes mesures, tantôt générales tantôt spécifiques, sont prises pour le relèvement des clochers. Avec un peu de recul, la complexité du relèvement des églises alsaciennes se retrouve dans une annonce informant de la création d'une coopérative de reconstruction, parue en avril 1922 dans le *Bulletin ecclésiastique de Strasbourg* :

Après une réunion préparatoire tenue à Mulhouse le 12 octobre 1921, eut lieu en date du 18 janvier 1922, sous la présidence de Monseigneur l'Évêque, une assemblée générale des représentants de communes et de fabriques d'églises de la région dévastée du Haut-Rhin afin de constituer définitivement la société coopérative de reconstruction des églises catholiques dévastées du Haut-Rhin⁹.

Par sa date assez tardive, son lieu, ses acteurs, mais également sa nature, cette réunion permet à elle seule de percevoir le chemin parcouru en près de trois ans sur ce sujet.

Dans la présente étude, nous pourrions voir quelles sont les phases qui caractérisent le relèvement des clochers alsaciens, et comment elles s'articulent par rapport au contexte général de la reconstruction. Un retour sur les années de guerre s'impose, afin de dresser un état des lieux du patrimoine religieux alsacien en 1918. Avec l'Armistice et les multiples débats qui l'accompagnent, s'en suit un état intermédiaire relativement long, au cours duquel les autorités administratives et religieuses semblent avancer à tâtons sur la question du relèvement de ces bâtiments spécifiques. En réalité, ce n'est qu'à la fin de l'année 1921 que les choses commencent à se stabiliser avec les premières démarches visant à créer une société coopérative de reconstruction.

État des lieux du patrimoine religieux au sortir de la Grande Guerre

Par bien des aspects, la Grande Guerre représente un bouleversement sans précédent. D'un point de vue matériel, les quatre années d'affrontement ont généré des dommages considérables. Il est intéressant de mettre en regard les dégâts subis par les départements alsaciens avec

9. « Société coopérative de reconstruction des églises catholiques dévastées du Haut-Rhin », *Bulletin ecclésiastique de Strasbourg (BES)*, 15 avril 1922, p. 104.

ceux du Nord et de l'Est de la France. Dans son ouvrage, Edmond Michel comptabilise les édifices publics sinistrés dans les différents secteurs marqués par la guerre. Ces dénombrements permettent de donner un ordre de grandeur en ce qui concerne l'ampleur des dommages.

Département	Édifices publics détruits	Édifices publics endommagés	Total
Aisne	1045	1608	2653
Ardennes	430	2161	2591
Bas-Rhin	8	20	28
Haut-Rhin	143	551	694
Marne	490	830	1320
Meurthe-et-Moselle	200	532	732
Meuse	659	1089	1748
Moselle	27	204	231
Nord	1120	2639	3759
Oise	277	1126	1403
Pas-de-Calais	930	184	1114
Somme	1365	695	2058
Vosges	61	177	238

Source : Edmond MICHEL, *Les dommages de guerre de la France et leur réparation*, 1932, p. 274 et 472.

D'après ces données, ce sont 694 bâtiments publics, parmi lesquels figurent les édifices religieux, qui ont été touchés dans le Haut-Rhin, et 28 dans le Bas-Rhin. Le fait que ces chiffres soient largement inférieurs à ceux de départements tels que le Nord, l'Aisne ou encore la Somme s'explique notamment par la géographie du conflit. En effet, ces trois départements ont été quasi-entièrement traversés par la guerre, et ont de ce fait été sinistrés dans leur globalité. En Alsace, seul le Sud et une bande de territoire plus ou moins large à l'Ouest ont été directement confrontés aux combats. Si la brève phase de guerre de mouvement à l'été 1914 a élargi la zone de dommages jusqu'aux portes de Colmar et de Mulhouse, le front s'est ensuite stabilisé le long d'une ligne courant du col de Sainte-

Marie-aux-Mines jusqu'au Sundgau en suivant les contreforts du massif vosgien. Quant au Bas-Rhin, il n'est quasiment plus concerné par les affrontements après août 1914.

Dresser un état des lieux global nécessite l'établissement d'une typologie de ces dommages. Pour ce faire, les visites de terrain entreprises par l'abbé Gilles Sifferlen¹⁰ en 1919, bien que relatées sous un angle particulièrement francophile, sont intéressantes car elles illustrent l'état dans lequel se trouvent les clochers alsaciens au lendemain immédiat du conflit. Dès la cessation des combats, parfois avant même que les habitants ne soient rentrés de leur exil, le curé parcourt l'ancienne zone du front et constate les dégâts subis par 22 églises différentes¹¹. Sa démarche en fait un témoin direct de l'état dans lequel se trouvent une partie de ces édifices¹², et plus largement les communes sinistrées. Il consigne ses observations dans une série d'articles publiés dans le *Bulletin ecclésiastique de Strasbourg*¹³. Dès l'année suivante, il les reprend dans une brochure¹⁴ qu'il dédie au nouvel évêque de Strasbourg, M^{sr} Ruch¹⁵.

10. Gilles Sifferlen (1851-1929), prêtre. Ordonné à Jersey en 1885 chez les Jésuites, il revient en Alsace en 1903, d'abord à Strasbourg, puis, en 1909, à Luemswiller, où il reste jusqu'à sa retraite, en 1927. Sifferlen est également connu en tant qu'auteur et historien. Outre sa brochure concernant les églises endommagées par la Grande Guerre, il est à l'initiative de plusieurs études concernant principalement le patrimoine de la vallée de la Thur (Sources : ADS et *Archiv für elsässische Kirchengeschichte*, 1930).

11. Il s'agit, dans l'ordre de son parcours, des églises de Thann, Vieux-Thann, Steinbach, Oderen, Altkirch, Carspach, Aspach, Heidwiller, Spechbach-le-Bas, Spechbach-le-Haut, Bernwiller, Ammertzwiler, Balschwiller, Ensingen, Aspach-le-Bas, Schweighouse, Burnhaupt-le-Haut, Burnhaupt-le-Bas, l'Oelenberg et Reiningue, Cernay, Steinbach (une seconde fois, de manière plus détaillée), Wattwiller et Uffholtz.

12. Le parcours du curé ne concerne pas l'ensemble des églises sinistrées en Alsace. Dans son dernier article, il indique que prolonger son « étude sur les sanctuaires victimes de la guerre » le forcerait « à des redites, qui pourraient, peut-être, devenir fastidieuses ». Sur les 67 églises sinistrées qu'il dénombre, il précise dans ce même article n'en avoir visité effectivement que 22, en partie faute de temps. Il faut ajouter à cela le fait que l'intéressé s'attache exclusivement aux édifices catholiques.

13. Gilles SIFFERLEN, « État actuel de nos églises du front de guerre, dans le Sundgau », *BES*, n° 3, mars 1919, p. 68-73 ; n° 5, mai 1919, p. 140-146 ; n° 8, août 1919, p. 231-238 ; n° 10, octobre 1919, p. 303-306 ; n° 12, décembre 1919, p. 364-369.

14. Gilles SIFFERLEN, *Les églises d'Alsace martyres de la guerre 1914-1918*, Strasbourg, Le Roux & Cie, 1920, 36 p.

15. Nous ne nous étendons pas ici sur la biographie de Monseigneur Ruch, à qui un article de Claude Muller est dédié dans le présent ouvrage.

Le premier élément qui ressort de son étude est le fait que l'artillerie, si elle est la principale responsable des dommages, n'est pas la seule en cause. Des actes de destructions volontaires, et notamment des minages, ont également eu raison d'un certain nombre de clochers. À ce titre, il évoque le cas de l'église de Carspach dans laquelle des charges explosives ont été positionnées en vue d'une destruction totale, à laquelle elle a finalement échappé¹⁶. Par ailleurs, Sifferlen met aussi l'accent sur les dommages mobiliers causés notamment par l'occupation et l'utilisation de ces bâtiments à des fins diverses, mais aussi à l'occasion des réquisitions de métaux par l'armée allemande. À partir de 1917, cette mesure visait notamment les cloches et les tuyaux d'orgues. Si les travaux de Sifferlen ne permettent pas de dresser une typologie exhaustive des dommages, ils donnent toutefois un aperçu de l'ampleur et de la diversité de la tâche de reconstruction qui s'annonce.

De manière générale, le prêtre propose également un dénombrement des églises les plus touchées. Pour lui, ce sont « 67 églises [qui ont été endommagées], dont 17 sont totalement en ruines, 14 gravement abîmées, et 36 partiellement¹⁷ ». Une liste précise des édifices culturels touchés par la guerre – églises, temples, chapelles et synagogues confondus – est cependant complexe à établir car les chiffres divergent, et sont souvent partiels. Pour Edmond Michel, ce sont 248 églises¹⁸ qui ont été détruites ou endommagées par la guerre au sein des trois départements recouverts¹⁹. Ce chiffre est quelque peu approximatif étant donné le manque d'informations concrètes concernant l'ampleur des dégâts en Moselle. Une autre donnée nous est fournie en 1937 par l'abbé Vital Bourgeois qui indique, sans évoquer lui non plus le nombre total d'édifices détruits, que, « en moins de douze ans, 29 églises et 17 chapelles étaient rebâties de toutes pièces, [tandis que] 74 autres édifices du culte, qui avaient subi pour la plupart des dommages graves, étaient réparés ou partiellement reconstruits²⁰ ». Dans le même ouvrage, Jean de Leusse, sénateur du Bas-Rhin, qui propose lui aussi une estimation, indique

16. Gilles SIFFERLEN, *Les églises d'Alsace martyres de la guerre 1914-1918*, op. cit., p. 12.

17. *Ibid.*, p. 32.

18. Dans les dénombrements officiels, seules les églises et, dans certains cas, les temples protestants, semblent pris en compte. Ainsi, les synagogues, dont certaines ont elles aussi été touchées, ne semblent pas comptabilisées parmi les édifices religieux endommagés.

19. Edmond MICHEL, *Les dommages de guerre de la France et leur réparation*, op. cit., p. 474.

20. Vital BOURGEOIS, « L'œuvre de reconstruction des églises catholiques », art. cit., p. 160.

Fig. 1 : Minage du clocher de l'église d'Aspach-le-Bas (collection Florian Hensel).

que « quarante-cinq églises ou chapelles, presque toutes situées dans le département du Haut-Rhin, étaient complètement en ruine et devaient être entièrement rebâties. Cinquante-huit églises et chapelles menaçaient [de tomber en] ruine et exigeaient des réparations allant souvent jusqu'à une complète restauration²¹ ».

En fin de compte, l'étude des archives du service des dommages de guerre de Colmar²² permet un dénombrement plus précis qui laisse apparaître le fait que les chiffres évoqués précédemment sont sous-estimés. Pour le seul département du Haut-Rhin, un relevé détaillé permet

21. Jean de LEUSSE, « La Renaissance des églises dévastées », in CAEI, *L'Alsace depuis son retour à la France*, op. cit., p. 157.

22. Archives départementales du Haut-Rhin (ADHR), 19 AL 2. Ces chiffres résultent du dépouillement des différents dossiers, commune par commune. Il est toutefois probable que ce relevé ne soit pas exhaustif, dans la mesure où, en l'état actuel des recherches, il se fonde principalement sur les dossiers d'indemnisation du service des dommages de guerre. Ces derniers permettent d'identifier les sommes qui ont été versées à destination d'un édifice religieux touché au cours du conflit. Cette analyse fine permet de prendre partiellement en compte les édifices qui n'ont pas fait partie de groupements de sinistrés, en raison souvent de dommages moindres.

d'identifier 131 églises, 44 chapelles et 6 synagogues. À cela, il faut ajouter à minima 3 édifices dans le Bas-Rhin, parmi lesquels l'église Saint-Barthélemy de Saverne, partiellement détruite à l'occasion d'un bombardement aérien dans la nuit du 30 au 31 juillet 1918²³. Si ce relevé laisse apparaître le fait que la densité d'édifices sinistrés est plus forte à mesure que la commune se situe à proximité de la ligne de front, il permet aussi de constater que les communes plus éloignées ne sont pas pour autant totalement épargnées. L'arme aérienne, mais également l'installation de cantonnements dans les communes de l'arrière, génèrent d'autres dommages.

Lorsque les clairons de l'Armistice annoncent la paix, ils marquent également le commencement d'un temps des ruines, duquel les communes sinistrées souhaitent sortir au plus vite. Dans la région, la transition administrative et politique qui s'annonce laisse présager un certain nombre de difficultés qui retardent le relèvement des secteurs sinistrés, et notamment de leurs bâtiments publics.

Les tâtonnements des premiers mois

Les premiers mois de l'après-guerre confirment ce que laissait augurer l'ampleur des dégâts dans le Haut-Rhin. De plus, aux ruines elles-mêmes, s'ajoute le drame humain et social que représente le retour des évacués. En effet, les habitants de la plupart des communes situées à proximité de la ligne de front avaient dû abandonner leurs demeures. Dès l'Armistice, ils n'ont qu'un souhait : rentrer chez eux, ne serait-ce que pour constater l'état dans lequel se trouvent leurs biens. Dans les secteurs touchés par les combats, outre les habitations, une grande partie des industries, des terres cultivables et des forêts sont elles aussi sinistrées, ce qui les place dans une situation économique difficile. Dans ce paysage de précarité générale, les urgences sont classées par priorités²⁴.

La première urgence est de ramener le plus rapidement possible la vie dans les localités dévastées. Cela passe par la remise en état des voies de communication et des terres cultivables, la construction de

23. Pierre VONALI, « L'évolution de l'opinion publique dans le *Kreis* de Saverne durant la Grande Guerre », *Pays d'Alsace*, n° 248-III, *La Grande Guerre dans la région de Saverne et en Alsace Bossue*, 2014, p. 23.

24. ADHR, 8 AL 200106. Note d'Alexandre Millerand datée du 11 avril 1919.

baraquements pour loger les acteurs de la reconstruction, la population, mais aussi les chevaux, et, enfin, par la réparation des immeubles endommagés légèrement afin de les rendre à nouveau habitables. La seconde urgence doit ensuite permettre de compléter la remise en état du sol et la reconstruction des habitations. Les bâtiments publics ne sont pas concernés par ces mesures.

Au cours de ces premières semaines de l'après-guerre, les clochers semblent donc livrés à eux-mêmes. Seuls les curés essaient d'en faire avancer la reconstruction mais, bien souvent, la réalité des ruines les conduit avant tout à rechercher un lieu de culte de substitution. Là encore, les demandes affluent et les baraques disponibles sont prioritairement affectées au logement des familles. Pour assurer la reprise du culte, il faut prendre des mesures provisoires, souvent précaires. Ainsi, des anciennes écuries en voie de délabrement deviennent des havres dans lesquels on aménage des chapelles. Parfois, ces situations d'exception viennent à durer, ce qui n'est pas sans générer des complications. Dans certains cas, il faut envisager des réparations sur ces constructions temporaires qui n'étaient pas prévues pour être utilisées pendant près d'une dizaine d'années. Des accidents plus graves encore sont à déplorer. C'est par exemple le cas à Aspach-le-Haut, où l'église provisoire en bois est intégralement détruite par un incendie dans la nuit du 3 au 4 décembre 1921²⁵.

Avec le temps, et surtout les hivers qui commencent à s'accumuler, les édifices endommagés se fragilisent. Afin de parer à ces engrenages de la ruine, certaines municipalités décident de procéder elles-mêmes aux réparations, parfois sans attendre les indemnités de l'État. Le travail des commissions d'évaluation n'est donc pas toujours aisé, celui des architectes préparant la reconstruction non plus.

Les dommages matériels directs, touchant les édifices dans leur structure, sont les plus simples à considérer. Pour les bâtiments totalement détruits, la question de reconstruire ou réparer ne se pose pas. Par contre, pour les constructions qui sont seulement endommagées plus ou moins gravement, le débat est souvent ouvert. À cela s'ajoutent les dommages mobiliers, qui représentent quant à eux un ensemble bien plus complexe à appréhender. Leur complexité réside notamment dans l'appréciation de leur origine exacte. Si la récupération des cloches ou le détournement des

25. André NUNINGER, *Aspach-le-Haut à travers les siècles, 1180-1994*, Uffholtz, Publi-H, 1994, p. 38.

Fig. 2 : Église et école provisoire à Aspach-le-Haut (collection Florian Hensel).

lieux de culte en cantonnements, infirmeries ou même écuries causent des dégâts facilement imputables, les choses sont moins claires lorsque cela concerne des détériorations. Dans ce cas, les discussions sont souvent longues et animées.

En effet, l'après-guerre et les indemnisations qui l'accompagnent servent parfois également de prétextes à des demandes de remboursement de dégâts sans lien avec le conflit. L'un des cas les plus flagrants concerne la commune de Sainte-Marie-aux-Mines, et plus particulièrement l'église de la Madeleine²⁶. Au lendemain du conflit, la municipalité y procède à des réparations qu'elle impute à la guerre, avant que les dégâts n'aient été officiellement estimés. Une enquête du service des dommages de guerre établit toutefois que la toiture ayant fait l'objet de ces travaux était déjà à refaire en 1912. Cet exemple n'est pas isolé et reflète les tentations, vraisemblablement plus par opportunisme que par malveillance, de profiter de la manne financière représentée par les dommages de guerre.

26. ADHR, 19 AL 2-59170.

Par ailleurs, étant donné que le cadre administratif ne privilégie en rien le relèvement des clochers, les premiers mois de l'après-guerre s'apparentent à des tâtonnements en la matière. D'un point de vue législatif, les choses sont en mouvement constant, parfois à la confluence des textes de loi allemands et français. Il faut attendre la loi du 17 avril 1919, pour que la question du règlement des dommages de guerre soit stabilisée. Au niveau local, son application est cependant retardée car l'Alsace se trouve dans une sorte d'entre-deux juridique et politique.

Au niveau épiscopal, les choses tardent aussi à se mettre en place. Cela peut logiquement s'expliquer par le temps nécessaire à l'installation du nouvel évêque, mais aussi par les débats liés aux questions religieuses, notamment autour du concordat, en lien avec le retour administratif à la France. Si Sifferlen a dressé un état des lieux partiel du patrimoine religieux de l'ancien front, l'organisation pratique du relèvement de ces édifices n'est mise en place que lentement, du moins à l'échelle du diocèse.

La première réalisation concrète date de juin 1919²⁷ avec la création de l'Œuvre des églises dévastées du diocèse de Strasbourg. Son but est de collecter des dons financiers, mais également des objets et les linges sacrés pour permettre de reprendre le culte au plus vite dans les paroisses sinistrées. Ces actions ne se limitent d'ailleurs pas exclusivement à l'Alsace, et il n'est pas rare que le fruit de ces collectes soit affecté à d'autres régions sinistrées, en France comme en Belgique. Par la suite, ces œuvres de bienfaisance se multiplient et prennent différentes formes. Dans le même registre, l'évêché met en place en 1922 un système de parrainage entre les paroisses sinistrées du diocèse et celles qui ont été épargnées, généralement bas-rhinoises, afin d'assurer une aide matérielle aux premières²⁸.

Concernant le relèvement des bâtiments de culte, la lettre-préface, que M^{sr} Ruch rédige en février 1920 à l'occasion de la parution de la brochure de l'abbé Sifferlen résonne comme un serment assumé et un acte fondateur pour la renaissance des clochers alsaciens sinistrés, près de deux ans après la fin de la guerre : « Pierres sacrées, nous vous vengerons

27. BES, n° 2, février 1923, p. 55-60.

28. Charles RUCH, *Lettre pastorale de Monseigneur l'évêque de Strasbourg en faveur des églises dévastées du diocèse*, n° 9, 6 octobre 1922, 8 p. ; ADS, 999.

en vous relevant, et en vous rendant la vie et la joie de chanter notre Seigneur. À l'œuvre catholiques d'Alsace ! c'est pour vos frères et pour vos enfants, c'est pour votre Dieu²⁹. »

Vers une reconstruction globalisée

Si la prise de conscience par l'évêché du rôle qu'il a à jouer dans la reconstruction des églises catholiques peut sembler tardive, M^{gr} Ruch finit tout de même par occuper une place centrale dans la mise en place d'une structure diocésaine dédiée. En effet, évêque de Nancy jusqu'en 1919 et auparavant aumônier militaire pendant la guerre, il a déjà été confronté à ces ruines. Ses expériences passées l'ont visiblement amené à prendre pour exemple le modèle nancéen pour la reconstruction et à le reproduire dans le Haut-Rhin. En effet, c'est en Meurthe-et-Moselle qu'une première société coopérative de reconstruction a été mise sur pied³⁰ à la suite de l'action de l'abbé Charles Thouvenin³¹. Paul Fiel³², qui l'a assisté, relate la chronologie des mesures prises dans ce diocèse mais également leur extension aux autres secteurs sinistrés :

Incontestablement, dans l'ordre d'urgence de relèvement des régions dévastées, les locaux agricoles et industriels et les habitations particulières devaient occuper le premier rang. Mais, dès la fin de 1920, dans certaines communes où

29. Gilles SIFFERLEN, *Les églises d'Alsace martyres de la guerre 1914-1918*, op. cit., p. 3.

30. Cette structure est créée selon le principe énoncé dans la loi du 15 août 1920 « portant fixation du régime légal des sociétés coopératives de reconstruction formées en vue de la reconstitution des immeubles atteints par les événements de guerre ».

31. Lucien Émile Thouvenin (1868-1934), prêtre. Ordonné le 12 juillet 1891, il occupe différentes fonctions au sein du diocèse de Nancy. En 1907 il est notamment chargé des œuvres sociales. Chanoine honoraire en 1912, il est nommé titulaire le 22 juin 1918 ; et le 1^{er} février 1919 directeur des Œuvres. Durant l'après-guerre il s'implique fortement dans le relèvement du diocèse de Nancy de ses ruines, en y prenant la direction de plusieurs organismes liés à la reconstruction. Vicaire général honoraire en 1923, il est nommé prélat de Sa Sainteté le 22 novembre 1927 (Sources : Sylvie STRAEHLI, *Dictionnaire biographique des prêtres du diocèse de Nancy et de Toul* ; Nicolas PADIOU, *Dispersi sunt lapides sanctuarii : la reconstruction des églises de Meurthe-et-Moselle après la Première Guerre mondiale (1918-1933)*, thèse de doctorat d'histoire de l'art sous la direction de Jean-Michel Leniaud et Karl-Siegbert Rehberg, Université technique de Dresde et École pratique des hautes études, Paris, 2010).

32. Paul Théophile Fiel (1879-1939), prêtre. Ordonné le 23 août 1903, Fiel est notamment secrétaire de l'Union des coopératives de reconstruction de Meurthe-et-Moselle, ainsi que de la Coopérative de reconstruction des églises du diocèse de Nancy. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages relatifs à la remise sur pied de ce secteur au lendemain de la Grande Guerre (Sources : Sylvie STRAEHLI et Nicolas PADIOU).

les entrepreneurs avaient déployé une prodigieuse activité, on put envisager le relèvement des édifices publics. Cette préoccupation fut soumise à M. le chanoine Thouvenin, en octobre 1920, et le moyen qu'on soumettait à son examen était la création d'un syndicat intercommunal dans la vallée de la Vezouze. Il écouta avec attention et ne répondit pas. Moins de 48 heures après il rappelait son interlocuteur et lui soumettait son plan : c'était la création d'une Coopérative de reconstruction des églises dont les adhérents seraient les propriétaires des édifices, en l'espèce presque toujours les communes. Vivement encouragés par le préfet, les maires adhèrent au projet et, le 15 mars 1921, la Société coopérative de reconstruction des églises du diocèse de Nancy était fondée ; elle releva 107 églises avec un capital engagé de 54 148 526 francs. Les évêques des autres diocèses dévastés s'inspirèrent de l'exemple de Nancy, soit que, réunis à Paris, ils aient entendu M. le chanoine Thouvenin, soit qu'ils aient fait étudier sur place, par un représentant de leur administration, l'organisme de Nancy³³.

Suivant ce même principe, le chanoine Thouvenin est ainsi convié à Mulhouse, à une réunion des maires des villages dévastés en date du 12 octobre 1921. Il y présente sa réalisation, ce qui semble susciter l'intérêt de l'assemblée. L'idée qu'une coopérative puisse venir faire le lien entre les services de l'État, les autorités diocésaines et les sinistrés fait son chemin et, rapidement, des mesures concrètes sont prises. Des études pour choisir un architecte-directeur sont lancées, des personnes, laïcs comme ecclésiastiques, sont sollicitées pour faire partie du bureau de l'organisation et le service des dommages de guerre est questionné afin de définir la forme administrative de la future structure.

C'est finalement le 18 janvier 1922, soit environ trois mois après l'intervention de Thouvenin, que se tient l'assemblée générale constitutive de la Société coopérative de reconstruction des églises catholiques dévastées du Haut-Rhin³⁴. M^{gr} Ruch préside alors cette séance à laquelle assistent des représentants de communes et de fabriques sinistrées venant de tout le Haut-Rhin. Comme le rappelle Frédéric Vienne, le fonctionnement de la coopérative haut-rhinoise est quelque peu singulier. Alors que la plupart de ces organismes sont placés sous la direction exclusive d'autorités religieuses, le bureau de la coopérative haut-rhinoise « se compose de très nombreux membres,

33. Paul FIEL, *La reconstruction des régions dévastées en Lorraine*, Nancy, Éditions du Pays lorrain, 1935, p. 13.

34. La structure est créée elle aussi d'après le modèle défini par la loi du 15 août 1920 fixant le régime des sociétés coopératives de reconstruction.

Fig. 3 : Construction de l'église catholique de Muhlbach-sur-Munster (collection Florian Hensel).

qui sont pour moitié des laïcs élus et pour moitié des prêtres, avec à leur tête un directeur ecclésiastique et un architecte directeur, Paul Kirchacker, dont l'adresse n'est autre que le siège de la coopérative³⁵ ». L'autre particularité est le fait que, contrairement aux autres diocèses de France, ceux de Strasbourg et de Metz ne sont pas soumis à la législation de 1905 relative à la séparation de l'Église et de l'État. Les églises sinistrées des départements recouverts appartiennent à la fois aux communes, pour ce qui est des biens immobiliers, mais également à des conseils de fabriques, c'est-à-dire des établissements publics chargés d'administrer les paroisses, pour ce qui est des biens mobiliers³⁶. En fin de compte, ce sont au fil des ans 73 communes mais aussi 59 fabriques qui adhèrent à la coopérative afin de procéder à la réparation ou à la reconstruction intégrale de leur édifice sinistré³⁷.

35. Frédéric VIENNE, « Les sources des coopératives diocésaines de reconstruction dans les archives diocésaines de France », *Archives de l'Église de France*, n°72, 2009, p. 24.

36. Article 76 de la loi du 18 germinal an X (8 avril 1802) et décret du 30 décembre 1809. Les fabriques ont été supprimées dans les autres départements français par la loi de 1905.

37. ADS, 501.

La création de cette coopérative ne doit cependant pas masquer les difficultés qui restent nombreuses en Alsace. La mise sur pied de cette structure est un nouveau départ, mais en rien une solution immédiate pour relever l'ensemble des bâtiments détruits. La partie la plus conséquente du travail débute à peine. En effet, la réalisation des chantiers dépend de l'octroi d'avances sur les fonds des dommages de guerre. De ce fait, les indemnités allouées annuellement ne permettent de financer que la reconstruction d'un nombre peu important d'édifices. Dans certaines communes, les choses continuent de stagner, parfois pendant de longues années encore.

Outre la coopérative de reconstruction des églises catholiques, il faut également noter la création dans le Haut-Rhin d'une société de reconstruction des églises protestantes³⁸. À l'initiative d'André Hartmann, industriel et maire de Munster, celle-ci est constituée le 30 mars 1922. Elle regroupe une dizaine de membres localisés majoritairement dans la vallée de Munster, pour un montant global de dommages de 6 759 617,04 francs. Facilitée par la modestie de la tâche à mener à bien, sa mission est achevée en avril 1930 et la société est dès lors liquidée. À titre de comparaison, la coopérative des églises catholiques a pour sa part eu à gérer une somme de 55 133 046,94 francs³⁹, ce qui explique qu'un temps plus long lui ait été nécessaire. À titre comparatif, Edmond Michel estime l'ensemble des dommages de guerre mobiliers et immobiliers à 1,9 milliard de francs pour l'ensemble du Haut-Rhin⁴⁰. La reconstruction des édifices religieux catholiques représente donc un peu moins de 3 % de ce total.

Si les premières démarches de liquidation de la coopérative catholique sont entreprises dès 1939, elles sont interrompues par la Seconde Guerre mondiale et ce n'est qu'en 1946 que celle-ci peut être complètement soldée à son tour.

38. ADHR, 19 AL 2-35.

39. ADHR, 19 AL 2-38. Il s'agit là du montant donné au moment de la dissolution de la coopérative. Il représente l'addition des avances remboursables allouées aux comptes des communes et des fabriques d'églises.

40. Edmond MICHEL, *Les dommages de guerre de la France et leur réparation*, op. cit., p. 470.

Fig. 4 : Vitrail commémoratif de l'église de Metzeral-Sondernach (photographie Florian Hensel).

Conclusion : les limites d'une telle organisation

Après les tâtonnements initiaux, imputables notamment à l'aspect non prioritaire de ces travaux, les coopératives mises sur pied permettent de considérer ces chantiers au sein d'un ensemble plus large. La mise en place tardive de ces outils qui ne voient le jour qu'au début de l'année 1922 a complexifié quelque peu la situation globale. La typologie assez diversifiée des édifices et des dommages qui leur ont été infligés fait pratiquement de chaque situation un cas particulier. Par ailleurs, il faut également souligner la forte diversité entre les différents bâtiments touchés, ce qui nécessite d'importantes adaptations. Églises, temples, chapelles, synagogues, tous ces édifices nécessitent des savoir-faire spécifiques, notamment en ce qui concerne la réparation de leurs dommages mobiliers. De ce fait, relativement nombreuses sont les communes, principalement celles qui ont été touchées légèrement, qui n'ont pas attendu la création des coopératives, et ont procédé aux réparations au plus vite.

269

La création des deux coopératives apparaît certes comme une réponse globalisée qui permet de fluidifier la reconstruction, mais ces structures ne sont pas un remède immédiat. En effet, leur fonctionnement dépend essentiellement de la mise à disposition des fonds. En tout, l'ensemble de ces travaux représentent une somme de plusieurs dizaines de millions de francs à répartir entre les différents sinistrés mais qui ne sont pas versés en une seule fois. Il faut donc établir un ordre de traitement pour la reconstruction, ce qui repousse la dissolution de la coopérative en 1946. La reconstruction des édifices cultuels alsaciens aura finalement duré près de vingt ans.

D'un point de vue architectural, force est de constater que la première reconstruction des édifices religieux en Alsace a été globalement peu innovante, à quelques rares exceptions près⁴¹. Toutefois, il est intéressant

41. Parmi celles-ci, nous pouvons notamment citer les églises de Burnhaupt-le-Haut et de Leimbach, reconstruites par l'architecte du gouvernement, inspecteur des monuments historiques en Alsace, Paul Gélis. Voir les articles de Nicolas LEFORT, « Les monuments historiques détruits par la Grande Guerre dans le Haut-Rhin : une reconstruction au cas par cas », *Cahiers alsaciens d'archéologie, d'art et d'histoire*, n° 59, 2016, p. 165-194 et de Florence LAFOURCADE, « L'œuvre architecturale de Paul Gélis (1885-1975) en Alsace : la question du régionalisme », *Livraisons d'histoire de l'architecture, Histoire du (des?) patrimoine(s)*, n° 33, 1-2017, p. 45-56.

de souligner que, de manière assez répandue, le relèvement des églises s'accompagne de la mise en place de signes commémoratifs de la guerre, que ce soit sous la forme de plaques mémorielles, de vitraux ou autres. L'un des exemples les plus emblématiques à ce titre est l'église votive de l'Emm à Metzeral-Sondernach, qui, au moment de sa construction, a été dédiée aux victimes françaises sur le front des Vosges⁴².

42. Voir notamment à ce sujet Martin BÉHÉ, *Le monument de reconnaissance du «Souvenir alsacien» à Metzeral-Sondernach*, Paris, Imp. Souchet, 1949.

Résumé

Les clochers à terre. Le patrimoine religieux alsacien au tournant de la Grande Guerre

Lorsque résonne le clairon de l'Armistice, le 11 novembre 1918, une large partie de l'Alsace est en ruines. Le patrimoine religieux n'est pas épargné. Il a lui aussi subi d'importants dommages au cours des quatre années de conflit. Les différents types de destructions causées à ces édifices particuliers laissent entrevoir la complexité de la tâche qui attend désormais les équipes de reconstruction.

271

C'est un état des lieux de ces bâtiments culturels que nous nous proposons de dresser. Procédant de manière à la fois géographique, statistique, mais avant tout historique, nous présenterons l'impact de la guerre sur les clochers de la région. Nous nous attarderons d'une part sur la nature des dommages, mais également sur les mesures mises en place dans l'urgence pour faire face à des situations complexes. Réparations provisoires mais aussi destructions préventives ont parfois des conséquences à long terme sur la renaissance des villages alsaciens. Après ce temps de latence, des mesures plus durables sont cependant prises, avec notamment la mise sur pied de deux coopératives de reconstruction des églises. L'une dédiée aux édifices catholiques, l'autre aux édifices protestants.

Zusammenfassung

Die zerstörten Kirchtürme. Das elsässische religiöse Kulturerbe am Ende des Großen Krieges

Als, am 11 November 1918, die Trompeten des Waffenstillstands erklingen, liegt ein großer Teil des Elsass in Trümmern. Auch das religiöse Kulturerbe wurde nicht verschont. Auch es wurde in den vier Jahren des Konfliktes stark in Mitleidenschaft gezogen. Unterschiedliche Arten von Zerstörungen, die diese besonderen Gebäude betreffen, lassen ahnen wie kompliziert die Aufgabe des Wiederaufbaus sein wird.

Wir wollen hier eine Bestandsaufnahme dieser religiösen Gebäude vornehmen. Unsere Vorgehensweise wird geographischer, statistischer, aber vor allem historischer Natur sein. Wir werden die Auswirkungen des Krieges auf die Kirchtürme darstellen. Wir werden uns mit der Art der Schäden befassen, aber auch mit den in der Not eingeleiteten Maßnahmen, um auf komplexe Situationen zu reagieren. Notdürftige Reparaturen, aber auch vorbeugende Zerstörungen, haben oft langwirkende Folgen auf den Wiederaufbau der elsässischen Dörfer. Die Gründung zweier Genossenschaften zum Wiederaufbau der Kirchen wird, nach einer Zeit der Verzögerung, nachhaltigere Maßnahmen ermöglichen. Eine Genossenschaft die sich den katholischen Gebäuden, eine andere den evangelischen, widmet.

Summary

The destruction of bell towers. The religious heritage and World War I

When the armistice was signed (November 11, 1918) Alsace was mostly a field of ruins, including the religious patrimony, which was seriously affected by those four years. The various ways private property was destroyed made it clear how difficult the reconstruction operations would be.

This article aims at making an assessment of the worship places. We will analyse the impact of the war on Alsatian church bells under a geographical and statistical angle, but above all historically. We will mainly underscore the extent of the destruction, along with the emergency measures taken to face rather complex situations. Provisional repair works and preventive demolitions often had a long-term impact on the rebirth of Alsatian villages. After this standby period, some long term measures were being taken, among them the creation of two cooperative church reconstruction firms, the former for the Catholics, the latter for the Protestants.